

La croisée des chemins

Le pouvoir n'a pas encore formulé une claire réponse au mouvement populaire en développement depuis vendredi dernier. Cette hésitation se lit dans les réactions de ses représentants, disparates dans leur forme, même si elles sont homogènes dans le parti pris de la continuité à tout prix.

De l'arrogant mépris affiché pour "ceux qui veulent allumer la fitna" par Bouchareb à l'hommage rendu par les partis de l'alliance au pacifisme des manifestants en passant par la réponse mesurée d'Ouyahia reconnaissant enfin aux Algériens le droit constitutionnel de manifester et la menace à peine voilée du vice-ministre de la Défense à l'endroit de ceux "qui poussent des égarés vers des sentiers peu sûrs qui ne servent pas l'intérêt du pays et ni son avenir prospère", la position officielle, même marquée par le rejet de la demande populaire, est faite de nuances, d'improvisations et d'incohérence.

On peut comprendre que le pouvoir prenne du temps avant de se représenter la nouvelle réalité politique révélée par les marches de 22 février. Par certains aspects caractérisant les manifestations, en particulier la masse, l'ordre, l'intelligibilité du message et la résolution collective aisément perceptible, l'effet de surprise ne pouvait être que total, en effet.

Mais il ne devait pas durer plus que cela, puisque les jours suivants, d'autres événements sont venus confirmer le nouvel

état d'esprit de la société : les rassemblements du dimanche 24, à l'appel de Mouwatana, de même tenue et de même affluence, dans plusieurs villes du pays et à l'étranger, ainsi que les rassemblements historiques des étudiants, hier. Historiques, parce que l'université vient de faire un grand pas dans la réappropriation de sa fonction pionnière, désertée depuis trop longtemps, d'expression des espérances populaires et des projections sociétales.

Et il n'y a pas que cela : les journalistes du secteur public ont commencé à réhabiliter leur mission d'information et, fait inédit, des militants du FLN font défection et se rangent dans le mouvement contre le cinquième mandat !

C'est toujours ainsi que se passe la confrontation entre pouvoir et société quand le désir collectif et irréprouvable de changement bute sur l'acharnement d'une dictature. Le personnel politique au pouvoir ne comprend pas que, disposant des instruments de contrôle de l'État et de la société, il doive quand même céder à la volonté d'une masse désobéissante juste parce qu'elle est nombreuse et insistante. Il préfère s'attarder à vérifier la profondeur de l'onde et la taille de la vague, et à repousser, par tous moyens, le mouvement venu l'évacuer. Le tâtonnement est une constante du régime. Mais cette fois-ci, l'instant est décisif. Il semble qu'il n'a pas trop le choix entre une tentation répressive hasardeuse et un réalisme politique salutaire.

M. H.